

Unité bidépartementale Eure Orne  
12 rue de Melleville  
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le  
02/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MANOIR PITRES**

Usine du Manoir  
12 rue des Ardennes  
27590 PITRES

Références :  
Code AIOT : 0005800545

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2023 dans l'établissement MANOIR PITRES implanté 12 RUE DES ARDENNES 27590 PITRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection avait pour objet de vérifier la conformité réglementaire de l'installation de stockage de déchets inertes, suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 mars 2022 et les actions mises en oeuvre suite à la précédente visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANOIR PITRES
- 12 RUE DES ARDENNES 27590 PITRES
- Code AIOT : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Manoir Pîtres est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), dont les conditions d'exploitation sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 14 juin 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en place d'une clôture
- Conditions d'acceptation des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection a vérifié la mise en oeuvre d'actions permettant de répondre aux autres observations formulées lors de la précédente visite (plan topographique réalisé, campagne de suivi des émissions de poussières débutée en janvier 2023).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	CLOTURE ET PARCELLES LIBEREES	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.6.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
3	DECHETS INERTES ADMISSIBLES	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Règles d'exploitation du site- Panneau de signalisation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté 3 non-conformités :

- l'absence de clôture en limites est, ouest et sud de l'installation de stockage de déchets inertes, ce qui constitue un non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 22 mars 2022 ;
- l'absence d'information préalable de l'inspection des installations classées dans le cadre de la réception de déchets provenant de la société ALIZEO, ce qui constitue un non-respect de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2016 (article 2.2.1) ;
- l'absence de procédure d'acceptation préalable définie à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité.

Ces non-conformités sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et particulièrement à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées propose donc au préfet d'engager des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : CLOTURE ET PARCELLES LIBEREES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> En vue de sécuriser les zones périphériques Est et Ouest de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI), le périmètre de l'ISDI est modifié par la pose d'une clôture en retrait de la limite actuelle tel qu'indiqué en annexe 1 : les nouvelles limites sont délimitées en bleu. L'exploitant met en place une clôture de 2 mètres sur l'intégralité du nouveau périmètre de l'ISDI (tracé bleu en annexe 1) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les parties des parcelles qui vont être libérées en périphérie Est et Ouest (annexe 1) doivent faire l'objet de restriction d'usage en vue de conserver la mémoire des pollutions résiduelles, maintenir l'actuelle couverture végétale et maîtriser l'usage futur de ces parcelles (interdiction de jardin potager...). L'exploitant doit déposer un dossier visant à instaurer ces restrictions d'usage {instauration de servitudes d'utilité publiques...} dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 21/11/2022, l'exploitant a informé l'inspection de l'état d'avancement des travaux : les chiffrages de clôtures étaient réalisés (50 000 € nécessaires selon ses déclarations), un pré-bornage avec un géomètre a été fait pour mieux déterminer les limites de la servitude d'utilité publique et une organisation de nivellement et de fauche de végétation le long du chemin sud de l'ISDI étaient en cours de réalisation. Le chantier devait se terminer selon les disponibilités du prestataire d'ici fin janvier 2023.</p> <p>Par courriel du 21/12/2022, l'exploitant a informé l'inspection d'un imprévu : le bornage du terrain prévu n'est pas possible pour la clôture. Un bout de terrain appartenant à une entité extérieure empiète historiquement sur le côté est du terrain. Un échange de terrain a été discuté en 2014 mais n'a jamais abouti. Des démarches étaient en cours pour permettre un accord de principe pour le bornage et la pose de clôture avant qu'une régularisation notariale permette de revoir le cadastre. Les poseurs de clôture l'ont aussi informé de délais variants sur ces produits. L'exploitant souhaite clore définitivement ce sujet sur le premier trimestre 2023.</p> <p>Lors de la visite du 12/01/2023, l'inspection a constaté que la clôture n'est pas posée que ce soit côté ouest (le long du terrain de foot), côté est (riverains) ou sud (chemin/champs). Des bornes sont effectivement apposées pour délimiter le terrain.</p> <p>L'exploitant a transmis le justificatif de demande de financement interne signé en date du 18/01/2023 pour réalisation de la clôture avant mars 2023 ainsi que les commandes d'intervention du géomètre (29/09/2022 et 17/10/2022) et devis des entreprises (48 888 € TTC).</p> <p>Compte tenu que le terrain en cours de régularisation peut être contourné sur quelques mètres (par un décrocher), l'inspection considère que le chantier de sécurisation du site ne peut être retardé à cause de ce sujet et qu'une solution simple peut être mise en oeuvre dans l'attente de la régularisation notariale finale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte



**Accès par la terrain de foot**



**Accès par le lotissement**

## N° 2 : Règles d'exploitation du site- Panneau de signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/06/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :- l'identification de l'installation de stockage ;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- les jours et heures d'ouverture ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>
<b>Constats :</b> Le panneau mentionnant les indications listés à l'article 22 est à présent installé à l'entrée du site.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : DECHETS INERTES ADMISSIBLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets inertes admissibles sont les sables de fonderies et les terres ayant fait l'objet d'une opération de dépollution biologique sur la plate-forme de la société IKOS SOL MEIX à Pîtres.</p> <p>Code déchet - Description : 17 05 04 - Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses</p> <p>De manière exceptionnelle, d'autres déchets inertes, figurant uniquement dans la liste des déchets de l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes (...), peuvent être admis sur l'installation de stockage des déchets inertes sous réserve de l'accord préalable de monsieur le préfet et sur la base d'une demande de modification comprenant à minima les éléments visés à l'article 1.4.1 et notamment la justification de la demande (intérêt de la demande, type de déchets inertes selon les libellés et codes déchets, provenance géographique, tonnages, contrôle...) et les éventuelles incidences de la modification.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté le dépôt en cours de 2 chantiers provenant des sites :  - société LHOTELLIER DE POLLUTION à Pîtres (ex IKOS SOL MEIX) : 9 214 tonnes.  - société ALIZEO à Alizay (groupe LHOTELLIER DE POLLUTION) : 2 553 tonnes.</p> <p>Les analyses justifiant le respect des seuils d'admission de l'ISDI pour ces 2 chantiers ont été transmis à l'inspection le 16/01/2023.</p> <p>Lors de la précédente visite du 21/01/2022, le sujet de l'évolution de l'activité du prestataire a déjà été abordé avec l'exploitant (société IKOS SOL MEIX devenu LHOTELLIER DE POLLUTION à Pîtres et création du nouveau site ALIZEO à Alizay), l'inspection avait demandé à l'exploitant, société MANOIR PITRES de porter les modifications et évolutions à la connaissance de monsieur le préfet de l'Eure :  - préciser les prestataires et le lieu des sites de traitement,  - préciser le type de traitement subi par les déchets (dépollution biologique, autre ?) et si un renforcement des contrôles est réalisé en entrée de l'ISDI compte tenu de la diversité des déchets reçus et traitements nouveaux sur le site d'Alizay,  - préciser les numéros de BSDD permettant de garder une traçabilité.</p> <p>Depuis l'exploitant n'a toujours pas clarifié ce sujet en le portant à la connaissance de monsieur le préfet alors que des chantiers proviennent du site de la société ALIZEO.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



#### N° 4 : Procédure d'acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.  L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.  Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
<b>Constats :</b> Compte tenu que l'inspection a constaté le dépôt de déchets de la société ALIZEO lors de la visite, l'inspectrice a demandé la présentation de la procédure d'acceptation préalable et des documents associés.  L'exploitant, société MANOIR PITRES, n'a pas mis en place de procédure d'acceptation préalable des déchets telle que prévue par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. L'exploitant s'est engagé à y remédier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois